Pour chasser Macron et imposer nos revendications : Grève générale !

Une aumône pour les gueux



Le Premier Ministre, Edouard Philippe a annoncé un moratoire de 6 mois sur les hausses de taxes sur le gazole et l'essence, sur les hausses de prix du gaz et de l'électricité, et sur le durcissement du contrôle technique. Quant à la hausse du SMIC de 3% dont il a osé se vanter, c'est la hausse mécanique pour annuler l'effet de l'inflation et des baisses de cotisations salariales. Bref, une aumône pour gueux !

En plus, bien évidemment, l'objectif du gouvernement, derrière ce moratoire, c'est de maintenir toutes ces hausses de taxes et de tarifs, en décalant seulement l'application de six mois... d'ici les élections européennes. Il fait mine de reculer aujourd'hui seulement parce qu'il est pris à la gorge par notre mobilisation. Il sait toute l'énergie que demande pour nous une bagarre de cette ampleur. Alors il calcule que dans six mois nous n'aurons pas la force de tout recommencer de zéro. En outre, le gouvernement indique que la contrepartie des 2 milliards de recettes fiscales en moins devra être une réduction des dépenses publiques ! Autrement dit ce qui est « donné » d'un côté serait repris de l'autre par la baisse des moyens pour les services publics.

Mais ce n'est pas tout.

Un pseudo-recul pour essayer de briser la lame de fond qui le menace

Il est urgent pour lui de couper notre élan. Car les patrons et leur gouvernement comprennent que la puissance, la profondeur et la détermination de notre mobilisation pourraient les contraindre à céder beaucoup plus qu'un simple report des hausses de prix. Dès que les salarié.e.s, privé.e.s d'emploi, retraité.e.s modestes cessent de subir, redressent la tête et ne laissent plus les seuls bourgeois faire de la politique les rapports de force s'inversent. C'est avec rage que le mouvement porte des revendications ressenties comme nécessités : hausse du SMIC, hausse générale des bas salaires, fin de la TVA, retour de l'ISF, fin du CICE, amélioration des services publics, la fin des institutions pourries de la Ve République. Et ce n'est qu'un début, car les assemblées de gilets jaunes qui commencent à s'organiser pourraient en faire naître

bien d'autres.

Or, malgré tous les efforts des chefs des syndicats pour protéger le gouvernement, la menace de l'entrée en lutte d'autres secteurs du prolétariat menace. La pression des travailleur-se-s, des militant-e-s syndicaux combatifs, des syndicats les plus avancés s'exerce chaque jour un peu plus fort, avec des appels locaux à manifester avec les gilets jaunes et des interpellations aux directions pour qu'elles fassent de même. Martinez, après avoir accusé le mouvement d'être inspiré et dirigé par l'extrême-droite, a dit le comprendre tout en refusant d'appeler à se mobiliser le même jour, au même endroit avec les gilets jaunes. Mais la vapeur monte et il a bien fallu qu'il donne le change en appelant à une journée d'action le 14 décembre, donc dans plus de 10 jours. But de l'opération : freiner la jonction en fixant une échéance aux syndicats et syndiqué.e.s hésitant.e.s, donner des gages de combativité aux un.e.s, tout en mettant un peu de pression sur Macron pour qu'il le réintègre dans le jeu en lui donnant plus d'égard qu'auparavant.

Enfin, nouvelle source d'inquiétude, une mobilisation lycéenne d'ampleur démarre, en relation avec la mobilisation des gilets jaunes et à l'appel de l'UNL, avec des centaines d'établissements touchés et des milliers de lycéen.ne.s dans la rue. Les mots d'ordre sont clairs : abrogation de Parcoursup, abrogation de la réforme du bac et des lycées (général-technologique, et professionnel), abrogation du service civique universel.

Un moratoire et une concertation pour que tout continue comme avant ?

D'où l'urgence pour les patrons et le gouvernement de nous faire rentrer chez nous pour que tout continue comme avant. Salaires de misère, précarité, chômage, vie chère, délabrement des services publics, d'abord. Arrogance et mépris, ensuite. Pseudo-démocratie avec ses députés aux ordres, dont pas un ne connaît nos boulots, nos factures, nos souffrances. Certain.e.s député.e.s ne connaissent même pas le montant du SMIC !Bref, permettre aux patrons, avec l'appui de leur gouvernement, de leurs députés et sénateurs, de leurs préfets et de leur police, de nous exploiter comme avant.

Ce n'est pas pour rien que Philippe a annoncé en même temps que sa pseudo-reculade une « concertation ». Il s'agit aussi de s'efforcer d'affaiblir notre mobilisation en trouvant des pseudo-paroles qui, ensuite, sous pression dans les salons ministériels, vendraient notre lutte.

Ce n'est pas pour rien non plus que les tribunaux aux ordres du pouvoir infligent des peines brutales suites à la vagues d'interpellation sans précédent du week-end dernier. Ce n'est pas pour rien enfin que la police a manifestement ordre d'attaquer véritablement physiquement la mobilisation lycéenne. Des lycéen.ne.s sont gazé.e.s à bout portant, une lycéenne a été blessée gravement à Grenoble, etc. Le pouvoir croit qu'il va nous faire peur et nous décourager.

Le gouvernement est sonné, il faut le mettre KO :

Poursuivre et étendre la mobilisation, la structurer et pousser vers la grève générale

Tous ces éléments nous montrent sans ambiguïté la voie à suivre :

- le gouvernement est sonné, mais pas encore KO ; il ne faut pas lui laisser reprendre son souffle, il faut continuer à cogner, pour le faire tomber
- pour cela, il faut continuer à structurer démocratiquement la mobilisation, avec un contrôle total de la base, en constituant partout des AG et des comités, définissant les revendications et des délégués mandatés et révocables, sur l'exemple de Commercy (cf. https://tendanceclaire.org/article.php?id=1484)
- il faut chercher un maximum de points de contact avec les lycéen.ne.s, les étudiant.e.s et les travailleur-se-s qui ne sont pas encore dans la lutte, en allant sur leurs entreprises et les lieux d'études, en les invitant aux assemblées de gilets jaunes, en organisant des fêtes de solidarité, etc.
- il faut aussi se tourner vers les délégué-e-s syndicaux et les syndicats de base, comme cela a déjà été fait à plusieurs endroits. Ce n'est pas une question d'étiquette : syndiqué-e-s ou pas, nous sommes tou-t-e-s des travailleur-se-s. Nous avons intérêt à agir tou.te.s ensemble pour avoir plus de force face aux patrons et à leur gouvernement.
- dans le mouvement syndical, il faut suivre la voie ouverte par toute une série de syndicats qui se sont engagés les uns après les autres dans la mobilisation, dont la CGT Total, l'UD CGT 43, la FSU 03, Sud Aérien, etc. (liste très incomplète). L'UD CGT 31 est intervenu pour protéger les lycéen.ne.s et les syndicats de l'éducation du 31 ont appelé à les soutenir aujourd'hui. Pour samedi 8 décembre, Sud-Rail Paris-Est appelle à la grève. FO et CGT Transport appellent à leur tour à la grève à partir de dimanche 9 décembre au soir.
- Partout, il faut réunir des assemblées générales, définir les revendications et s'efforcer de voter la grève dès qu'il semble possible d'entraîner une quantité significative de collègues ; puis aller d'entreprises en entreprises pour étendre la grève. Il serait illusoire d'attendre les appels de Martinez, Veyrier ou Berger.
- Cela ne doit nullement empêcher à tous les syndicats de base, UD, fédérations, etc. de demander aux directions confédérales de faire ce qui est de leur devoir : appeler sans plus tarder à la grève générale sur les revendications définies par les prolétaires eux-mêmes.

Macron-Philippe dehors, à bas les gouvernement des patrons !

Ne les laissons plus gérer nos affaires : occupons-en nous nous-mêmes !

Suivons l'exemple de gilets jaunes de Commercy et de Saint-Nazaire !

Pour le gouvernement des salarié-s, privé-e-s d'emploi, retraité-e-s modestes,

lycéen.nes et étudiant-e-s mobilisé-e-s elles-mêmes et eux-mêmes !

Tonio Álvarez, le 5 décembre 2018